

**Voeux du président de la
République - Lutte contre le
terrorisme - Syrie - Irak - Libye -
Israël-Territoires palestiniens -
États-Unis - Russie - Ukraine -
Union européenne - Asie - Voeux au
corps diplomatique de M. François
Hollande, président de la
République**
(Paris, 12 janvier 2017)

Messieurs les Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Nonce,

J'ai été très sensible à votre message ce matin m'adressant au nom de l'ensemble du corps diplomatique les voeux que vous formez pour la Nation française.

Je suis d'autant plus sensible que ce soit vous qui en ayez eu la responsabilité, car je n'oublie pas ce qu'a été, après les tragédies que nous avons vécues, l'attitude du Pape et les paroles qu'il a prononcées notamment après l'assassinat du prêtre à Saint-Étienne-du-Rouvray. J'avais tenu personnellement à le rencontrer au mois d'août dernier pour lui dire combien les Français, quelles que soient leur croyance et leur conviction avaient été sensibles, émus par ces paroles de concorde.

Ici, nous sommes rassemblés parce que vous représentez l'ensemble des nations du monde et la France est un pays qui a une responsabilité dans le monde, qu'elle tient de son statut de membre permanent du conseil de sécurité, mais qu'elle tient surtout de son histoire, de sa place et également de sa volonté de contribuer au développement, à la sécurité et à la paix.

Depuis près de cinq ans avec Laurent Fabius, puis avec Jean-Marc Ayrault, je conduis la politique étrangère de la France, dans un contexte marqué par de profonds bouleversements dont chacun doit prendre la mesure.

D'abord le terrorisme, ce n'est pas une réalité nouvelle, mais il a pris une forme, une nature, une intensité qui nous conduisent à le combattre et à le comprendre pour ce qu'il est, c'est-à-dire une volonté de destruction de ce que nous représentons.

La France a été frappée à plusieurs reprises, comme ici tant de pays représentés. Encore récemment, l'Israël, l'Allemagne et la Turquie. Le terrorisme islamiste a conquis des territoires, c'est là que le fait est nouveau. Des territoires en Irak, en Syrie et il continue à embrigader des jeunes venant de tous nos pays.

Ensuite, il y a la crise persistante au Moyen-Orient, là-encore ce n'est pas nouveau, mais cela a pris une ampleur que nous n'avions pas connue ces dernières années provoquant l'un des drames humanitaires, désastres même, les plus importants de ces dernières décennies, avec des millions de personnes jetées sur les routes de l'exil.

En Syrie, la guerre a fait plus de 350.000 victimes, des crimes de guerre y ont été commis, y compris avec l'utilisation des armes chimiques, c'était la première fois là encore depuis des décennies que nous n'avions pas vu l'usage de ce type d'armes de destruction.

À l'Est de l'Europe, les principes qui fondaient la sécurité collective depuis 70 ans ont été remis en cause avec l'annexion de la Crimée. Dans le monde instable, dangereux, incertain que nous connaissons la France a pris ses responsabilités.

Au Mali, nous sommes intervenus en janvier 2013 et nous avons pu éviter que ce pays tombe aux mains des djihadistes. Aujourd'hui, nous avons encore des efforts à faire pour mener à bien l'application des accords d'Alger et assurer la sécurité de l'ensemble de la zone du Sahel. Ce sera d'ailleurs l'un des objets de la conférence de Bamako qui va s'ouvrir vendredi entre la France et l'ensemble des pays africains qui vont être représentés par une trentaine de chefs d'État et de gouvernement.

La France avait eu aussi en 2014 l'initiative de mettre l'ensemble des pays du Lac Tchad autour de la table pour trouver une solution face aux exactions de Boko Haram. Cette organisation terroriste venait d'enlever des jeunes filles et massacrer les populations civiles. Notre coopération, l'action multilatérale que nous avons pu mener avec les pays concernés, tout cela a pu faire reculer Boko Haram et lui infliger là encore des revers décisifs.

Puis il nous a fallu intervenir en Centrafrique, ce fut l'opération Sangaris qui a encore empêché des crimes de masse, et rendu possible une solution politique avec l'élection d'un président de la République. Nous devons tout faire pour aider ce pays, sans doute l'un des plus pauvres du monde, à se stabiliser.

Il y a ce qui se produit en Irak et en Syrie, la France participe depuis l'été 2014, à l'action de la coalition internationale contre Daech. En Irak, cette opération a permis, grâce aussi et surtout même aux forces irakiennes qui combattent au sol, de reconquérir une large part du terrain perdu. Aujourd'hui, Daech recule partout et l'objectif est de le chasser de Mossoul là où il avait pensé installer la capitale de son Califat. Je m'y suis rendu il y a quelques jours et je considère

qu'il est possible grâce à l'action conjuguée de la coalition et des forces irakiennes et des Peshmergas kurdes d'obtenir la libération de Mossoul avant l'été.

Mais il faudra aller plus loin et libérer aussi Raqqa en Syrie. Là-aussi, nous savons que, dans cette ville, les attaques perpétrées par les terroristes sur notre sol, en France et sans doute d'autres actes terroristes ailleurs ont été soigneusement préparés, dirigés. Nous avons donc cette obligation non pas simplement de vouloir éradiquer un groupe, parce qu'il menace la sécurité de la région, c'était déjà le premier objectif, mais aussi de protéger l'Europe de ce que ce groupe peut engager contre ses propres ressortissants.

Mais je veux revenir sur la tragédie syrienne, elle dure depuis maintenant près de 6 ans. C'est donc un échec, un échec moral et politique pour la communauté internationale. Je reste convaincu qu'il était possible d'y mettre un terme beaucoup plus tôt, qu'il y a une date clé qui restera dans l'Histoire comme la date charnière, l'été 2013. Il avait été démontré que des armes chimiques avaient été utilisées par le régime. C'était une ligne rouge qui avait été tracée et qui n'a pas vu sa transgression punie comme il aurait fallu le faire.

Dès lors qu'il n'y a pas eu d'action internationale alors que la France était prête à intervenir, le pire s'est produit. Le pire, c'est l'émergence de Daech qui était déjà là mais qui n'avait pas pris l'ampleur que l'on sait aujourd'hui, c'était le flux de réfugiés qui déjà était significatif, mais qui n'avait pas pris l'importance que nous connaissons, le pire, c'était la destruction de biens du Patrimoine de l'Humanité. Le pire, c'était surtout les massacres de civils.

Dès lors que cette décision n'a pas été prise, nous avons eu cet engrenage. J'entends dire maintenant, qu'il faudrait discuter avec Bachar al-Assad, ce sont souvent les mêmes qui ont rompu avec lui en 2011 qui nous le demandent. J'ai toujours dit qu'il ne pouvait être la solution du problème dont il était la cause. Ce n'est pas qu'une question simplement de morale, cela compte la morale, c'est une question de lucidité. Mais j'ai toujours affirmé qu'une transition politique en Syrie était nécessaire et qu'elle impliquait de n'écarter aucun acteur de la région et de parler à tous, y compris le régime.

La France est favorable à toute initiative qui permettra de mettre fin aux hostilités. Et c'est la raison d'ailleurs pour laquelle nous avons voté la résolution portée par la Russie à la suite du cessez-le-feu qu'elle a proposé avec la Turquie. Mais nous ne pouvons pas nous arrêter là, les négociations doivent reprendre au plus vite. Elles doivent être menées sous l'égide des Nations unies et dans le cadre qui a été fixé dès 2012 à Genève.

Les paramètres sont déjà posés. Il convient de rassembler les parties prenantes, toutes les parties prenantes, sauf les groupes fondamentalistes et extrémistes, et d'agir dans le cadre de Genève. Nous devons aussi impliquer les acteurs de la région et je n'en écarte aucun. J'ai toujours considéré là aussi qu'il fallait parler avec l'Iran. J'ai même été le premier chef d'État occidental en 2013, à rencontrer le président Rohani, Je l'ai reçu aussi à Paris.

Mais j'ai toujours aussi affirmé clairement que la France était un partenaire des pays du Golfe et entendait le rester. Ces pays indispensables pour le règlement des crises au Moyen-Orient et pour l'équilibre de toute la Région et c'est ce que les États arabes du Golfe ont voulu signifier à

l'égard de la France en m'invitant lors de leur Sommet, c'était en 2015.

Je suis également très préoccupé par la situation en Libye, les tensions constatées ces derniers jours au sein du Conseil présidentiel, l'absence de dialogue entre l'Est et l'Ouest sont en effet des risques majeurs, d'abord pour les Libyens, qui se trouvent de nouveau et depuis trop longtemps en insécurité. Mais c'est également une opportunité pour les terroristes même s'ils ont subi des coups à Syrte. Mais chaque fois que le chaos peut se prolonger, les terroristes s'y installent.

C'est également une occasion pour les trafiquants de toutes sortes de faire prospérer leur funeste commerce dont les premières victimes sont les migrants. Les informations que nous avons, c'est que les migrations n'ont pas cessé, malgré la période de l'hiver, malgré les risques considérables qui sont pris, parce que ces trafiquants ont là une forme de fonds de commerce qui continue à être pour eux rentable et qui leur permet aussi de financer des activités terroristes.

Dès lors le gouvernement Sarraj doit être soutenu dans ses efforts de rassemblement et le dialogue doit être encouragé entre lui et le général Haftar pour que l'armée nationale libyenne puisse être pleinement intégrée dans les institutions, ce qui est pour nous une priorité.

Je veux insister sur les risques, j'évoquais la Syrie, la Libye, la partition ne peut pas être une issue, et la France travaille pour l'intégrité des pays qui peuvent être justement victimes de ces crises. Ce serait la facilité d'ethniser certains territoires, de séparer les uns, les autres et d'en terminer avec des frontières qui ont été à un moment établies. Ce serait en fait pour les terroristes l'occasion de jouer de cet imbroglio pour continuer à mener leurs actions.

Pas plus que je ne suis favorable à la partition de pays comme la Libye ou la Syrie, pas davantage je ne peux accepter le statu quo pour laisser penser que des conflits se régleraient par eux-mêmes, ce n'est pas vrai. C'est pourquoi la France a pris l'initiative d'une conférence sur le Proche-Orient. Elle se tiendra dimanche. L'objectif est de réaffirmer le soutien de la communauté internationale à la solution des deux États et faire que cette solution demeure la référence. Or je vois bien qu'elle s'est affaiblie sur le terrain et dans les esprits. Et si on la laissait dépérir, ce serait là encore un risque pour la sécurité d'Israël à laquelle la France est résolument attachée.

En même temps, je suis lucide sur ce que peut porter cette conférence. La paix, elle sera faite par les Israéliens et les Palestiniens, et par personne d'autre. Seules des négociations bilatérales peuvent aboutir. La réunion de dimanche doit donc rappeler la détermination à soutenir une solution à deux États, et faire avancer des solutions concrètes pour le développement des infrastructures urbaines, énergétiques, transports... au bénéfice des Palestiniens et des Israéliens et encourager tous les échanges entre les sociétés civiles. Voilà la contribution que peut apporter la conférence de dimanche.

Mais nous devons bien mesurer que la persistance de ce conflit crée, pas simplement dans la région mais dans l'ensemble du monde, toujours un sentiment d'affaiblissement de la communauté internationale, de faiblesse, donc nous devons ramener la communauté

internationale à ses responsabilités. Elle a été capable de le faire sur des sujets qui pouvaient paraître bien plus lourds sur le plan de l'avenir de la planète, je pense à la négociation sur le climat.

Là aussi la France a pris ses responsabilités, non seulement parce qu'elle a accueilli cette conférence, c'était au début du mois de décembre 2015, mais parce que grâce au concours de beaucoup de pays qui sont ici représentés, nous avons pu faire déboucher cette rencontre internationale de très haut niveau sur un accord historique. Il est entré en vigueur en un temps record, moins d'un an après son adoption avec une ratification de plus de 100 États. Je l'affirme ici nettement, clairement, franchement, rien ni personne ne pourra remettre en cause cet accord. Au contraire, il doit être pleinement respecté. Cela vaut pour les contributions des États, pour le succès des coalitions et pour la mobilisation des financements.

C'est également dans cette perspective que j'ai voulu donner une nouvelle impulsion à la politique de développement de la France, avec une réforme : le rapprochement désormais acté entre la Caisse des dépôts et l'Agence française de développement, qui verra ses fonds renforcés et qui permettra de mobiliser plus de 12 milliards d'euros chaque année en 2020, dont 5 pour le climat.

Nous avons également et j'en remercie le Parlement, relevé le niveau de l'aide publique au développement, et mobilisé de nouvelles ressources comme la taxe sur les transactions financières. La priorité pour la France, mais c'est également maintenant affirmé dans toute l'Europe, c'est l'Afrique parce que c'est un continent d'avenir, parce que c'est aussi un continent blessé. C'est un continent qui peut être menacé pour sa sécurité. Il porte donc tous les espoirs du développement, mais il doit être aussi accompagné pour qu'il puisse assurer lui-même sa propre sécurité.

Il doit également permettre aux Africains d'accéder aux énergies. C'est pourquoi la France a mobilisé 2 milliards d'euros en faveur des énergies renouvelables et nous avons complété notre soutien pour l'éducation, la lutte contre les grandes pandémies et une cause qui me tient particulièrement à cœur, qui est l'accès de tous aux médicaments innovants. Nous sommes confrontés à des fléaux sanitaires, il y en a de toutes sortes et l'on sait qu'ils n'ont pas de frontière, ils ne s'arrêtent même pas aux limites des continents. Donc nous avons cette obligation d'agir pour lutter contre ces fléaux sanitaires et permettre à tous d'accéder aux médicaments.

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, je voulais vous rappeler là aussi une évidence, mais qui est aussi une volonté, qui est aussi une position que nous défendons avec intransigeance, ce qui fait la force de la France dans le monde, c'est son indépendance. Cette indépendance, elle vient de son histoire, elle vient aussi d'actes posés par mes prédécesseurs qui ont laissé une trace et aussi une continuité. Et c'est ce qui m'inspire quand je veux dialoguer avec nos grands partenaires. A quelques jours de la fin du mandat du président Obama, je tiens, d'abord, à lui dire toute notre amitié et à saluer la qualité de la relation que nous avons su nouer. Nous avons négocié ensemble, pas d'ailleurs simplement France et États-Unis, puisque nous étions plusieurs à le permettre, nous avons négocié ensemble l'accord sur le nucléaire avec l'Iran. Et cet accord doit être préservé.

Nous avons travaillé main dans la main pour obtenir le traité sur le climat. Certes, nous avons eu des différences d'appréciation, et j'évoquais la situation de l'été 2013 en Syrie, mais le partenariat transatlantique est resté intact pour la défense de l'Europe, et nous avons eu une commune détermination pour lutter contre le terrorisme et une solidarité qui ne s'est jamais démentie. La France sera toujours pour les États-Unis, un allié fiable mais, je veux également le préciser, autonome dans ses choix. Et elle saura prendre avec la liberté qui la caractérise des positions qui peuvent parfois être différentes, si nous pensons qu'elles ne sont conformes ni à nos intérêts ni à nos valeurs.

La Russie est également un partenaire pour la France, du fait de l'amitié ancienne entre nos deux peuples et des intérêts que nous partageons. J'ai eu, à de nombreuses reprises, à rencontrer Vladimir Poutine et à lui parler, pour évoquer l'ensemble des crises. Je n'ai jamais pensé qu'il soit possible de se passer de la Russie pour apporter une réponse à ces crises. D'ailleurs, sur certains sujets, nous l'avons démontré, j'évoquais l'accord sur l'Iran.

Mais je pourrais surtout parler de l'Ukraine, et c'est pourquoi nous avons pris cette initiative avec la chancelière Angela Merkel de ce format Normandie, et de chercher autant qu'il était possible une solution pour préserver la paix à nos frontières. C'est dans ce cadre qu'ont été signés les accords de Minsk. Ils tardent à être appliqués, et nous nous y efforçons lors de chaque rencontre, dans le cadre du format Normandie ou de nombreux échanges téléphoniques. Nous ne perdons pas notre enthousiasme ou en tout cas, notre engagement et notre implication pour y parvenir. En même temps, je le dis aussi clairement, les sanctions ne pourront pas être levées tant que les engagements n'auront pas été tenus et que les accords de Minsk n'auront pas été clairement appliqués, je dois dire, par toutes les parties.

Mais là encore, permettez-moi de dire ma conviction, mon expérience, il ne suffit pas de répéter à l'envi qu'il faut parler à la Russie, puisque nous ne cessons de le faire, les problèmes ne disparaissent pas dès lors que nous en parlons, ce serait tellement simple. Mais il n'y a pas de diplomatie verbale, il y a une diplomatie active. Le reste est une illusion. Le dialogue, il est essentiel, mais il doit être sans concession sur nos intérêts et sur nos principes. C'est ce qui m'a conduit par exemple à ne pas livrer les Mistral à la Russie, vous savez, ces bâtiments de projection et de commandement, dont on pourrait penser qu'ils auraient pu être employés encore ces derniers mois.

Ce choix, qui a été présenté à la Russie, n'a pas entamé la crédibilité de la France, ni dans sa relation avec la Russie, ni même pour, j'allais dire, la qualité de sa signature dans les grands contrats d'exportation, si j'en juge par le nombre de contrats Rafale signés depuis, et par la possibilité qui a été donnée à la France de trouver preneur pour ces Mistral. Mais j'ai toujours pensé que la France pouvait à la fois défendre ses principes sans rien renier de ses intérêts.

Au cours de ces dernières années, j'ai effectué de nombreux déplacements, et je remercie tous ceux qui ont pu contribuer à leur permettre un débouché, avec des institutions nouvelles que nous avons pu créer, pays par pays, des envoyés spéciaux, des commissions qui peuvent rassembler des personnalités éminentes des pays qui nous font l'amitié d'établir des partenariats stratégiques avec nous, et je suis heureux d'en constater, à la fois, l'efficacité, et également les développements.

En Asie, nous avons consolidé - le ministre des affaires étrangères en revient - notre partenariat stratégique. Je me souviens que le Premier ministre Modi m'avait invité pour sa fête nationale, et j'en avais été très ému. Avec la Chine, notre relation est aux antipodes des soubresauts qu'elle avait pu connaître il y a encore quelques années. Là encore, l'effort de tous a permis que nous puissions renforcer nos liens avec ce grand pays, notamment à l'occasion de l'anniversaire de la reconnaissance par la France de la Chine populaire, nous avons pu accompagner la Chine dans son rôle sur la scène internationale, et elle a joué un rôle majeur pour la lutte contre le changement climatique.

Avec le Japon, nous avons relancé notre coopération autour de l'innovation, de la culture. Mais c'est avec tous les pays d'Asie et du Pacifique que nous entendons renforcer nos liens, avec l'Australie, j'y ai effectué la première visite d'État d'un président français, et le ministre de la défense y était pour Noël, et effectivement, c'était un cadeau de Noël que nous avaient fait les Australiens en nous faisant confiance pour le contrat majeur sur les sous-marins, qui nous engage pour des décennies.

Avec le Vietnam, où le président Chirac s'était rendu, mais où j'ai voulu également faire cette visite - nous avons des liens, là encore, historique s- et nous avons surtout développé nos relations économiques, comme nous entendons le faire dans toute l'Asie du Sud-est, et je me rendrai au mois de mars en Malaisie, à Singapour, en Indonésie.

Avec l'Amérique latine, la France a également des liens culturels et humains profonds. Je m'y suis rendu plus de dix fois, où aucun président n'avait été jusqu'à présent. Pérou, Uruguay, dans quelques jours, je serai au Chili, en Colombie. En Colombie, pour appuyer les efforts du président Santos sur l'accord avec les FARC, que la France a depuis le départ soutenu.

J'ai évoqué l'indépendance de la France. Elle est tout le contraire de l'isolement, du repli, du protectionnisme. La France est attachée à sa souveraineté, elle sait que c'est ainsi qu'elle peut rendre le meilleur service à la construction de l'Europe. L'Europe a dû affronter ces dernières années des crises, j'allais dire, c'est son lot quotidien que d'affronter des crises, la zone euro a été menacée d'éclatement. Elle est aujourd'hui stabilisée, même s'il y a encore toujours le sujet grec qui nous occupe, mais rien de comparable avec ce que nous avons pu connaître l'année dernière.

Nous avons connu l'afflux des réfugiés, qui a mis à mal, sérieusement, la solidarité européenne. L'Union a fini par trouver des réponses, d'abord, par elle-même, garde-côtes, garde-frontières, des lieux d'enregistrement pour les migrants et les réfugiés, des procédures pour permettre leur retour, l'accord avec la Turquie. Mais convenons que ces décisions sont venues trop tard, même si aujourd'hui elles s'appliquent.

L'Europe est confrontée à une crise bien plus grave que celle liée à des situations économiques ou même à des afflux de migrants que nous devons traiter avec humanité et dignité. Là, la crise qui la frappe, qui la touche, tient aux fondements-mêmes de son projet, puisque le 23 juin dernier le Royaume-Uni a décidé de quitter l'Union européenne. C'est la première fois qu'un pays, et pas n'importe lequel, un pays qui, dans notre histoire, a compté, qui a sa place nécessairement, par la géographie, dans l'Europe, mais c'est la première fois qu'un pays, qu'un grand pays, décide de quitter l'Union européenne.

Toutes les conséquences doivent en être tirées, aussi bien pour l'ouverture rapide des négociations, prévue au mois de mars, que pour nous conduire à déterminer ce que sera l'avenir de l'Union à 27. Nous avons un rendez-vous à Rome, au mois de mars, ce sera le 60^e anniversaire du Traité qui a créé le marché commun. Nous devons donc définir une perspective.

Je veux en fixer les principes.

Premier principe, le respect des Nations car l'idée européenne ne peut apparaître en contradiction avec la légitimité des souverainetés. Ensuite, deuxième principe, la solidarité, car chaque pays ne peut se contenter de revendiquer des droits et venir chercher en Europe ce qu'il estime prioritaire pour lui-même. Ça, c'est l'égoïsme national, cela n'a rien à voir avec la souveraineté.

Cette attitude que je vois trop souvent maintenant être la règle dans le comportement d'un certain nombre de pays européens annonce la dislocation de l'Union parce que ce sera la fin de la solidarité. Chacun viendra obtenir le juste retour de ce qu'il a versé, et voudra simplement obtenir un gain et ne pas avoir un projet commun.

Troisième principe, c'est le principe de subsidiarité qui doit définir les priorités que l'Europe doit poursuivre, tout en laissant les États agir lorsqu'ils sont mieux placés pour le faire.

Une fois qu'on a défini ces principes, quels sont les objectifs de l'Europe ?

Premier objectif, c'est la protection, ce qui suppose des frontières extérieures respectées, mais aussi une défense qui lui assure une pleine autonomie stratégique à l'horizon de dix ans, en complémentarité avec l'OTAN. Les pays européens doivent comprendre que, bien sûr, les alliances seront sans doute respectées, mais que c'est à eux, eux, Européens, de dire ce que doit être la défense de leurs propres territoires, de leurs propres valeurs, c'est à eux de penser qu'il n'y a de politique étrangère que si elle est fondée aussi sur des forces qui peuvent permettre de défendre les idéaux que nous portons.

La France dans l'Europe à 27 est la principale puissance militaire en Europe. Elle pourrait considérer qu'elle n'a donc pas besoin de se mettre dans un cadre commun, ce serait un mauvais calcul, et ce serait surtout une mauvaise conception de ce que doit être la place de la France. C'est justement parce que la France est la première puissance militaire en Europe, parce qu'elle est membre du conseil de sécurité, membre permanent, qu'elle doit apporter sa contribution à la défense de l'Europe. Et c'est ce qui a justifié que nous ayons un dialogue de haut niveau avec l'Allemagne, pour montrer que nous pouvions renforcer nos capacités militaires, coordonner nos industries de défense, et également être en mesure d'avoir davantage de coopération en matière de sécurité intérieure, de renseignements, de protection de nos frontières, mais aussi de projection, et de soutien à l'Afrique.

En même temps que l'Europe est une protection sur le plan de la sécurité, elle doit être aussi une volonté pour faire respecter l'équité des échanges dans la mondialisation. Nous oublions de dire que l'Europe est la première puissance économique du monde, elle doit donc faire en sorte que les règles, à l'échelle de la planète, soient des règles où le commerce puisse être véritablement fondé sur des principes et des normes, et pas se les faire imposer de l'extérieur.

L'Europe doit défendre sa culture, son mode de vie. Elle doit permettre à nos entreprises de se développer, c'est-à-dire ne pas simplement être soumises à des règles de concurrence, mais d'être en capacité d'être leaders dans le monde. Nous devons aussi obliger les multinationales à acquitter leur part de l'impôt sur les territoires où elles ont leur activité.

En même temps qu'une protection, l'Europe doit devenir ou redevenir un espace de progrès, et donc de croissance et d'emplois, c'est-à-dire que les États qui en ont la capacité, qui ont des excédents structurels, aussi bien pour leur commerce que pour leur budget, doivent utiliser ces marges de manoeuvre, alors-même que les États qui ont des déficits doivent veiller à les résorber. Mais l'Union doit également dégager des moyens communs pour l'investissement public et privé, pour la transition énergétique et écologique, pour l'économie numérique, pour la recherche, pour les universités, pour les nouvelles technologies.

Enfin, la zone euro doit disposer d'un véritable budget et aller vers une harmonisation fiscale et sociale, telles seront les positions que la France défendra, mettra en commun avec ses partenaires pour préparer ce rendez-vous du mois de mars à Rome.

Mesdames, Messieurs, les Ambassadeurs, je voulais, pour cette dernière cérémonie de vœux de ce mandat, vous dire ce qu'avait fait la France, ce qu'elle représentait dans le monde depuis cinq ans. Elle a agi. Elle a agi pour répondre ou trouver des réponses aux crises, elles ont été nombreuses. Elle a agi pour préserver la planète et permettre le développement des pays les plus pauvres. Elle a agi pour réorienter l'Europe. Elle a agi pour faire rayonner notre langue, pour défendre notre culture, pour protéger les biens culturels.

C'est le sens de ce que nous avons porté à la Conférence d'Abou Dabi, et il y a quelques semaines, les grands principes ont été fixés, cette action sera poursuivie. La France a également agi dans la lutte contre le terrorisme, non pas parce qu'elle en était la victime, mais parce que tous les pays du monde peuvent aujourd'hui être frappés. En quelques années, le monde a profondément changé, et ne pas voir ce qu'il est devenu serait raisonner avec les concepts des temps anciens, ceux qui ont pu être évoqués au lendemain de la Seconde guerre mondiale, ou même après l'effondrement du mur de Berlin, lors de la réunification de l'Europe. Le monde n'est plus celui-là, vouloir s'en retirer parce qu'il est devenu dangereux, s'en protéger parce qu'il y aurait des périls, serait en définitive mettre en cause profondément notre sécurité et l'équilibre de la planète.

On ne peut pas se retirer du monde, parce que le monde est là. Il n'est pas simplement à la porte, il est maintenant dans chacun de nos pays, à travers les échanges économiques, à travers les échanges d'informations, et hélas, à travers les menaces pour notre propre sécurité. La France a donc fait son choix, celui de s'engager pour peser et pour apporter sa part à la définition d'un ordre international plus juste et plus sûr. Mais, je veux également situer la responsabilité de tous, il y a des moments dans l'Histoire où l'essentiel se joue, où le pire peut

se produire si nous le laissons faire et où le meilleur peut advenir si nous savons trouver en nous et la clairvoyance et la force nécessaires.

Ce que je peux vous dire, au-delà des échéances que, Monsieur le Nonce, vous avez rappelées, c'est que vous pourrez toujours compter sur la France. Elle sera toujours là, dès lors qu'elle sera guidée par les principes qui fondent sa vocation et sa singularité dans le monde, sa fidélité à ses alliances, sa conviction que les idéaux peuvent vaincre les peurs, mais aussi que la France est singulière, est une Nation indépendante, mais qui a une vision ambitieuse pour le monde, parce que la France est un pays universel. Je vous adresse tous mes vœux à vous, personnellement, aux pays que vous représentez, et vous savez que la France est toujours l'amie du monde. Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)